

Éphémérides G.L. – Semaine du 26 avril au 2 mai 2010-04-25

RD CONGO

1. Sécurité, Armée...

(RDC_1) Belga – 28/4

Le vice-Premier ministre et ministre des Affaires étrangères, Steven Vanackere, a eu mardi un entretien téléphonique d'une bonne demi-heure avec son homologue américaine, Hillary Clinton, pour évoquer principalement la situation en Afghanistan et en RDC, a-t-on appris mercredi dans son entourage.

M. Vanackere (CD&V) avait dû renoncer lundi, à la dernière minute, en raison de la démission du gouvernement fédéral, à une visite aux Etats-Unis. Il aurait notamment dû rencontrer le chef de la diplomatie américaine mardi à Washington et le secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, vendredi à New York. Il a toutefois eu mardi après-midi un entretien téléphonique avec la secrétaire d'Etat américaine, au cours duquel il lui a présenté ses excuses pour le report de leur rencontre et expliqué brièvement la situation politique en Belgique, selon son entourage.

Selon son entourage, M. Vanackere a aussi surtout évoqué avec Mme Clinton la situation en RDC et la question du renouvellement du mandat de la Mission des Nations Unies en RDC (MONUC), qui expire le 31 mai.

M. Vanackere prône un retrait graduel de la MONUC, sans précipitation -sans doute moins rapide que souhaité par le président congolais Joseph Kabila. Il préconise ainsi un calendrier de retrait qui soit plutôt dicté par la "réalisation d'objectifs (par le gouvernement congolais) que par un calendrier". Ce que le ministre a réaffirmé mardi à Mme Clinton, un message qui a, selon son entourage, reçu un accueil "assez positif" de la part de la secrétaire d'Etat.

(RDC_2) AFP – 29/4

Le patron des affaires humanitaires de l'ONU, John Holmes, est arrivé jeudi en RDC où il plaidera notamment en faveur de la protection des civils, a-t-on appris auprès du Bureau de la coordination des affaires humanitaires (OCHA) à Kinshasa.

M. Holmes devait s'entretenir en début d'après-midi avec le ministre congolais des Affaires étrangères, Alexis Tambwe Mwamba, a affirmé un porte-parole d'OCHA en RDC, Maurizio Giuliano, à l'AFP. Selon son programme officiel, le coordonnateur des affaires humanitaires de l'ONU devrait se rendre dès vendredi dans les provinces du Sud-Kivu (est), Orientale (nord-est) et de l'Equateur (nord-ouest), "où il plaidera en faveur de l'action humanitaire" et de "la sécurité des opérateurs humanitaires". "Lors de son voyage, M. Holmes aura la possibilité de souligner l'importance de la question relative à la protection des civils et le besoin de renforcer la coordination pour l'assistance humanitaire", affirme Ocha.

Les personnels des agences humanitaires sont régulièrement victimes d'attaques armées, principalement dans l'est, une des régions les plus instables de la RDC où sévissent plusieurs groupes de miliciens et rebelles. Jusqu'à la mi-février, au moins 24 agressions avaient été dénombrées pour la seule province du Nord-Kivu.

(RDC_2_1) Reuters 1/5

A hasty withdrawal of U.N. peacekeepers from Democratic Republic of Congo will undermine humanitarian work in the restive central African state, the top U.N. aid official said. Rebel insurgencies continue in the former Belgian colony despite years of U.N.-backed operations in a country trying to draw investment to its oil and minerals reserves.

Aid groups say Congo's national army is responsible for atrocities against the civilians they are charged to protect.

The U.N. is resisting pressure from Congolese President Joseph Kabila to start pulling out its force, known as MONUC, by the 50th anniversary of Congo's independence on June 30.

"Our preference is for MONUC to stay and for any discussions of withdrawal to be based on not an arbitrary timetable, but on the accomplishment of what MONUC is there to do," U.N. humanitarian chief John Holmes told reporters late Friday. "We are worried by the prospect of a rapid or premature withdrawal of MONUC because MONUC is very important for our activities in the sense of providing stability, providing security for humanitarians."

During Holmes' visit to south Kivu, a region in Congo's east where Rwandan Hutu FDLR rebels are active, a villager told him she was afraid of government forces in the next town. "The 14th brigade, which is based in Kitutu and has a bad reputation, must be taken out for our protection," she told him.

2. Kivu

(RDC_3) Radio Okapi – 25/4

Des hommes armés non autrement identifiés ont fait irruption dans la nuit de samedi à dimanche au centre d'instruction des FARDC de Nyaleke, à 10 kilomètres de la ville de Beni, à environ 400 kilomètres au nord de Goma. Ils ont tué cinq personnes, fait plusieurs blessés graves et incendié des maisons autour du centre d'instruction, d'après les autorités locales. Un calme apparent règne dans cette zone ce dimanche.

Le bilan de l'attaque est encore provisoire. Il fait état de 5 morts : un sous-lieutenant des FARDC, deux femmes, un enfant et un garde de parc. Une dizaine de personnes dont un militaire ont été grièvement blessés. Elles ont été toutes conduites à l'hôpital de Beni.

Plusieurs maisons et cases situées aux environs du centre ont été brûlées au cours de cette attaque. Ces demeures sont généralement habitées par des familles des militaires. Quelques installations du centre ont été saccagées par les assaillants. Toutefois, la base logistique n'a pas été touchée.

L'attaque a duré jusqu'au petit matin. Des sources indépendantes sur place parlent d'une attaque menée par une coalition des ADF-Nalu, des Maï-Maï et des démobilisés de l'armée congolaise.

Ce dimanche matin, les commerçants qui se rendaient à Beni sont bloqués sur cet axe, en attendant le retour au calme.

Le maire de Beni appelle la population au calme et invite les autorités militaires à prendre des dispositions sécuritaires adéquates pour sécuriser la population.

(RDC_4) Radio Okapi – 25/4

La société civile de Butembo exige une enquête urgente sur le meurtre de deux petits commerçants et le pillage des biens du personnel d'un hôtel et de ses clients par des hommes en arme dans la nuit de samedi à dimanche.

Muhindo Kitara, 32 ans, marié et père de trois enfants, ainsi que Muhindo Adouze, 26 ans, célibataire, ont été tués samedi aux environs de 22 heures (locales) au quartier Biondi, dans la commune de Kimemi à Butembo, dans le Nord-Kivu. Cela s'est passé dans un intervalle de 3 minutes à une distance de quelques 20 mètres, explique un témoin, qui a assisté à la scène à partir de la fenêtre de sa maison. Les deux tueurs portaient une tenue similaire à celle de la police. Ils ont fouillé les corps de leurs victimes avant de s'éclipser, selon la même source.

Toujours au quartier Biondi au cours de la même nuit, l'hôtel Wakulima et ses clients ont été torturés et dépouillés de leurs téléphones portables, bijoux et de l'argent par des hommes en armes non autrement identifiés, selon le gérant de cet hôtel.

La société civile de Butembo est inquiète et demande l'ouverture urgente d'une enquête pour arrêter les coupables et les traduire devant la justice. Dans son communiqué de presse du 18 avril dernier, elle avait déjà exprimé son inquiétude face à la multiplicité de cas d'assassinats de commerçants, journaliste et de simples citoyens à Butembo et à Beni. Par la même occasion, la société civile avait également dénoncé les pillages des marchandises sur la route Butembo – Goma, surtout entre Lubero et Kaseghe.

(RDC_5) Radio Okapi – 25/4

La localité d'Omate, située à une trentaine de kilomètres à l'est du carré minier de Mubi, en territoire de Walikale, a été attaquée dans la nuit de jeudi à vendredi dernier par des Maï-Maï-Tcheka (du nom du chef de guerre Maï-Maï de ce groupe) bien armés, selon des rescapés arrivés samedi matin à Mubi.

Au moins 4 militaires de l'armée régulière et 6 civils ont été tués par les assaillants. Ces derniers ont perdu 6 des leurs, indique la même source.

L'information est confirmée par des sources administratives du territoire de Walikale. Ces sources ajoutent que le village de Omate a été littéralement pillé et tous ses habitants ont fui en brousse ou vers Mubi.

(RDC_6) Radio Okapi – 26/4

Les combattants FDLR continuent à piller les récoltes des champs, percevoir des taxes dans les marchés et à perpétrer des exactions diverses contre les civils dans la localité de Kimua, à 120 kilomètres au nord-ouest de Goma, en groupement Waloa Yungu, territoire de Walikale. Cette situation a été présentée, sur place dimanche, au représentant spécial adjoint du secrétaire général des Nations unies en RDC, Fidèle Sarassaro, par des notables locaux.

À cette occasion, ces derniers ont fait cette recommandation: « Il faudrait que la Monuc reste le plus longtemps possible à Kimua et ne lève le camp qu'après le départ du dernier combattant FDLR »

Cette localité d'environ 4 000 habitants, selon eux, héberge des milliers de combattants FDLR. Ces derniers y sont arrivés progressivement depuis janvier 2009, quand l'opération militaire "Umoja Wetu" a commencé dans le Nord-Kivu. Pour ces habitants, la seule garantie de leur sécurité

présentement est la présence des casques bleus de la Monuc, installés à Kimua depuis septembre 2009.

Fidèle Sarassoro s'est dit sensible à leur préoccupation. Et il a ajouté: « Lorsqu'on parle aux populations, elles sont inquiètes. Donc, il faut pouvoir les rassurer. Effectivement, elles ont entendu parler de cette rumeur du départ de la Monuc et elles sont préoccupées. Je pense qu'il y a un gros effort de communication à faire dans ce sens-là. Comme vous le savez, les autorités vont engager des discussions avec le conseil de sécurité et dans les jours à venir, nous verrons l'état de discussion quant à la présence de la Monuc au Congo »

Lire aussi sous :

<http://monuc.unmissions.org/Default.aspx?tabid=1069&ctl=Details&mid=1143&ItemID=8684>

(RDC_7) Mémorandum des députés du Sud Kivu (extraits) - 26/4

(...) Dans presque tous nos territoires, l'insécurité persiste, causée soit par les forces négatives (FDLR, FRF, ...), soit par des éléments des FARDC. De FIZI à KALEHE, en passant par UVIRA, SHABUNDA, MWENGA, WALUNGU et KABARE, c'est la même triste réalité.

À l'heure où nous vous parlons, FIZI centre est complètement déserté : la population a fui des affrontements entre les militaires des FARDC de l'ethnie tutsi et les MAÏ-MAÏ qui défendent leur territoire. Dans les moyens et hauts plateaux d'Uvira, les FRF se comportent comme en territoire conquis. À SHABUNDA, les éléments des FARDC s'adonnent plutôt à l'exploitation artisanale des matières premières au lieu de traquer les FDLR hutus qui opèrent en toute quiétude, provoquant ainsi de nombreux déplacés de guerres, errant et abandonnés à leur triste sort. Dans les autres territoires. Le scénario est le même. Pendant ce temps, d'autres phénomènes non moins graves s'observent :

1°) La défection de plus en plus inquiétante des rangs des FARDC de certains officiers, emportant avec eux armes, munitions et militaires, et se livrant à des exactions habituelles (viol des femmes, pillages, incendie, ...).

2°) La présence des bataillons entiers abandonnés, incontrôlés et impayés dans les territoires de MWENGA, et de KABARE qui ne survivent qu'en rançonnant les populations et en ravageant leurs champs. Au CRSN/LWIRO par exemple, il y a un véritable terrorisme semé par les éléments des FARDC issus de l'opération KIMIA II, en attendant qu'ils soient déployés ailleurs.

3°) La frustration des éléments issus des ex-groupes armés Maï-Maï impayés et non gratifiés, alors que ceux issus du RCD et du CNDP sont traités avec bienveillance. Cette méprise viole l'esprit et la lettre des accords de Goma.

4°) Dans le territoire insulaire d'IDJWI, les éléments des forces navales font la loi : leurs tracasseries se font aux différents beach, sur le lac KIVU et même à l'intérieur des collectivités. En plus, les uns obéissent au commandement du Nord-Kivu, les autres à celui du Sud-Kivu.

5°) Toujours au chapitre de la sécurité, force est de constater que depuis trois ans, il n'y a pas de commandement titulaire de la dixième région militaire au Sud-Kivu. N'y a-t-il vraiment pas d'officiers supérieurs pouvant occuper ce poste de responsabilité pour qu'il soit confié à un intérimaire inamovible ?

6°) Toutes les positions stratégiques de la Province, en ce compris les frontières et les ports, jadis protégés militairement par nos forces armées, ont été sélectivement confiés aux officiers militaires et hommes des troupes du CNDP. Que des moyens matériels, humains, financiers et du temps perdus par la Nation pour les combattre. Leur présence donne à penser qu'il s'agit d'une conquête des terres bien planifiée.

(RDC_8) Radio Okapi – 27/4

Plusieurs anciennes positions occupées par les hommes du chef Maï-Maï de Yakutumba sont actuellement contrôlées par les FARDC, a indiqué le colonel Delphin Kahimbi, commandant des opérations militaires Amani Leo au Sud Kivu, pour rassurer les habitants de Fizi de rentrer chez eux.

Les FARDC ont récupéré environ cinquante armes après la débandade des assaillants, a déclaré le commandant d'Amani Leo. Il a estimé que les déplacés peuvent rentrer chez eux puisqu'il n'y a plus de menace des milices.

De son côté, la population hésite de retourner. Elle accuse certains éléments FARDC de les tourmenter. Là-dessus, le colonel Kahimbi a rassuré la population. D'après lui, quatre des six soldats accusés d'indiscipline, de pillages et de tracasseries sont aux arrêts.

D'après les autorités locales, plusieurs dizaines de ménages sont retournés depuis vendredi dernier. Des efforts sont déployés pour briser les barrières de crise de confiance qui minent les relations entre civils et militaires, indiquent les mêmes sources.

(RDC_9) Radio Okapi – 28/4

Les opérations conjointes Monuc FARDC au Nord et au Sud-Kivu évoluent dans la bonne direction. Le général Babacar Gaye, commandant des forces de la mission de l'Onu au Congo, l'a affirmé mardi à Goma suite à une mission d'évaluation conjointe avec les responsables militaires congolais de l'opération Amani Leo.

Le responsable militaire de la Monuc a souligné que les actions conjointes Monuc-FARDC ont permis un taux assez régulier de FDLR et de leurs dépendants rapatriés au Rwanda.

« Il faut tenir ce rythme, » a-t-il lancé à l'issue de ses concertations avec les responsables des Forces armées de la République démocratique du Congo.

(RDC_10) Radio Okapi – 29/4

Un camion du CICR qui transportait du matériel destiné à la réhabilitation du pont sur la rivière Luholu, sur l'axe Alimbongo-Mbingi, à une centaine de kilomètres de Lubero centre, a été incendié mercredi 28 avril près du site des travaux par des hommes en armes.

Le délégué à la communication du CICR à Goma, Pedram Yazdi, a confirmé jeudi l'information. Il précise qu'à part le véhicule brûlé, personne parmi la vingtaine de journalistes qui travaillaient à la réhabilitation de la route n'a été blessé ni violenté. Pedram Yazdi déclare toutefois ne pas connaître l'identité des assaillants. Mais selon des sources locales, il s'agirait des combattants des Forces démocratiques pour la Libération du Rwanda (FDLR). Ce mouvement opère par petits groupes dans la région, depuis que les FARDC mènent contre lui des opérations militaires dans le secteur avec l'appui logistique de la Monuc.

Le délégué à la communication du CICR à Goma estime que le CICR va garder un contact permanent avec les divers acteurs dans la région, groupes armés et FARDC pour « dissiper au plus vite une incompréhension ou un malentendu » et afin de permettre la poursuite du travail humanitaire.

Le CICR réhabilite le tronçon routier Alimbongo-Mbingi, long d'une quarantaine de kilomètres. Cette route permet l'évacuation des produits viviers des secteurs de Bunyantenge, de Muhanga et de

Mbingi vers les centres de consommation de Kirumba, Kayna et Kitsombiro proches. La route permet aussi l'accès humanitaire à des centaines de personnes forcées à d'incessants déplacements à cause des opérations militaires dans le secteur depuis 2008.

(RDC 11) Radio Okapi – 30/4

Plusieurs villages de Walikale, au Nord-Kivu, ont été victimes d'attaques armées au cours du mois d'avril. La dernière, attribuée aux FDLR selon des sources, a eu lieu cette semaine dans la nuit de mercredi à jeudi, dans la localité de Boboro, à une vingtaine de kilomètres au nord du chef-lieu du territoire. Les assaillants de Boboro parlaient kinyarwanda, kitembo et kihunde. Un habitant du lieu joint par Okapi affirme qu'il s'agit des FDLR.

D'autres attaques armées ont été enregistrées, courant avril, dans d'autres localités du même territoire, notamment à Omate et Oninga et sur l'axe Kashebe Walikale. À Omate et Oninga, les assaillants ont été identifiés comme des Maï-Maï Tcheka.

La situation sécuritaire à Walikale est donc préoccupante. Le député national Sabini Muhima, élu de ce territoire est même d'avis que la guerre n'est pas encore finie. « J'entends dire que la guerre est finie au Nord-Kivu. Mais en tout cas, pas chez moi à Walikale. La guerre n'est pas finie », tranche-t-il.

Pourtant, les FARDC sont rassurantes: aucun coin ne restera sans être libéré. Le major Maviane de la cellule de la communication des opérations Amani leo l'a déclaré: « Que la population de Walikale soit tranquille. Nous ne pouvons pas l'abandonner. Nous allons démanteler les FDLR comme nous les avons démantelées à Rusthuru et à Masisi. »

(RDC 12) AFP – 1/5

La situation humanitaire "reste grave" dans l'est de la RDC, notamment au Sud-Kivu, où sévissent plusieurs groupes armés, selon le coordonnateur des affaires humanitaires de l'ONU, John Holmes, qui estime "indispensable" la présence des Casque bleus dans ce pays.

"La situation humanitaire reste grave dans le Sud-Kivu à tout point de vue, malgré les progrès qui ont été faits dans certains domaines", a affirmé vendredi soir M. Holmes à Bukavu. Il s'exprimait à l'issue d'une tournée dans des villages de la région, dont celui de Mwenga, (environ 80 km au sud-ouest de Bukavu) au lendemain de son arrivée en RDC, où il effectue une visite de cinq jours.

"Il y a toujours ici au Sud-Kivu un niveau de déplacement très préoccupant, il y a plus de 600.000 personnes qui sont en déplacement (mouvement), il y a eu des retours, malheureusement il y a eu aussi de nouveaux déplacements", a expliqué le coordonnateur des affaires humanitaires. "Nous voulons continuer à travailler avec le gouvernement (congolais)", a-t-il assuré, estimant "indispensable pour le moment" la présence de la Mission de l'ONU en RD Congo (Monuc), dont Kinshasa réclame un début de retrait progressif à compter du 30 juin.

M. Holmes a également pointé du doigt les "problèmes de tracasseries (subies par) des populations", causées notamment par des rebelles hutu des Forces démocratiques de libération du Rwanda (FDLR) et des milices congolaises Maï-Maï, de même que "des enlèvements des humanitaires".

(RDC 12 1) AFP – 1/5

Au moins cinq civils ont été tués vendredi soir dans l'attaque d'un centre commercial dans l'est de la République démocratique du Congo (RDC), attribuée à des miliciens Maï-Maï qui ont "pillé des boutiques", a-t-on appris samedi de sources concordantes.

Le centre commercial de Mubi, localité située à environ 150 km à l'ouest de Goma, a été attaqué "vendredi à 23h40 (même HB) par des (miliciens) Maï-Maï Tsheka", a affirmé le commandant des Forces armées de la RDC (FARDC) au Nord-Kivu, le colonel Bobo Kakudji, à l'AFP.

Le président de la société civile du Nord-Kivu, Jason Luneno, a confirmé l'attaque, évoquant de son côté "six morts, dont le propriétaire d'un magasin tué à bout portant dans sa boutique" et "une vingtaine de blessés".

Le centre commercial de Mubi, dont la population est estimée à 250.000 habitants, est aussi le plus grand carrefour de négoce où transite notamment la cassitérite, minerai utilisé dans l'industrie électronique, avant d'être acheminé vers le Rwanda.

Les assaillants ont aussi enlevé des civils, à qui ils ont fait transporter des sacs de cassitérite volés lors de cette attaque, selon M. Luneno. L'est de la RDC est instable depuis plus d'une décennie en raison de la présence de groupes armés qui y commettent régulièrement pillages, viols et assassinats.

(RDC 12 2) Radio Okapi – 2/5

Un homme a été abattu dans la nuit de vendredi à samedi dans le village de Nduluma, secteur de Mihobwe, à 45 kilomètres au nord de Kanyabayonga, en territoire de Lubero dans la suite d'une attaque armée. Dans la nuit de jeudi à vendredi, une autre attaque armée a eu lieu à Kasiki, dans le même territoire. Selon des témoins, les auteurs de ces deux attaques sont les combattants FDLR devenus très opérationnels dans la contrée. L'attaque de Mihobwe a été perpétrée vers 22 heures locales. Bilan : une personne tuée et cinq autres blessées ainsi que huit maisons incendiées.

Vingt-quatre heures plus tôt, une autre attaque a été menée contre le village de Kasiki. Il n'y a pas eu des victimes humaines, selon les sources. Mais vingt-cinq maisons de ce village ont été incendiées et des biens des habitants pillés par les assaillants.

L'administrateur du territoire de Lubero confirme ces attaques et reconnaît l'état d'insécurité dans lequel est plongée sa juridiction. D'après l'autorité territoriale, la situation est relativement calme à Lubero, mais pas dans "les coins et recoins du territoire".

L'administrateur du territoire demande aux autorités provinciales et nationales de mettre à la disposition de son administration des moyens pour lui permettre d'agir. Il a besoin, dit-il, notamment des moyens de locomotion pour faire la ronde de juridiction

Entre-temps, la population de tous les villages de Lubero vivent dans la peur. Elle est à la merci des groupes armés qui sèment l'insécurité dans la région, estime-t-elle.

La société civile locale, elle, ne demande qu'une chose: que les dirigeants matérialisent la paix dont ils se réclament tous les jours dans leurs discours.

3. Équateur

(RDC 13) Radio Okapi – 27/4

La Police nationale congolaise (PNC) à Mbandaka a arrêté, lundi, 13 présumés auteurs de l'insécurité, qui sème la désolation parmi la population de cette ville depuis quelques semaines.

Parmi les personnes arrêtées, on trouve deux militaires de la force navale, qui, selon leurs complices, fournissaient des armes et des munitions à ce groupe des malfaiteurs, une policière, sept civils reconnus comme des bandits de grand chemin, trois détenus de la prison centrale de Mbandaka qui s'étaient évadés, le 4 avril, lors de l'attaque de la ville par les insurgés du Mouvement de libération indépendante et des alliés. Toutes ces personnes sont gardées au cachot du commandement de la PNC Mbandaka.

Le premier groupe appréhendé a été présenté à la population, lundi au bâtiment administratif, par le gouverneur Jean-Claude Baende. Celui qui se dit meneur de cette bande, Wezago, déclare opérer en complicité avec certaines personnalités de la place, notamment un député provincial sans le citer.

Une commission mixte composée des représentants de l'Agence nationale des renseignements (ANR), de la police et de l'armée sera bientôt mise sur pied pour examiner cette situation, indiquent des sources policières. Toutefois, le gouverneur de province a demandé à la justice de faire correctement son travail et aux services de sécurité de poursuivre des enquêtes pour démanteler ce réseau.

(RDC_14) ACP – 29/4

La Force de la MONUC continue le renforcement de sa présence à l'Equateur, notamment après les événements du 04 avril dernier, lors de l'attaque du chef-lieu de la province par des insurgés Enyele.

Selon le porte-parole de la Mission de l'ONU en RDC (MONUC), Madnodje Mounoubai, la MONUC a déployé le 20 avril 2010 une section des Casques Bleus ghanéens à Gbadolite (Nord Ubangi), dans le but de renforcer la sécurité et la « présence onusienne partout où il y a des risques d'insécurité dans la province (Equateur) ». Par ailleurs, une unité riveraine de la MONUC est engagée dans des patrouilles de longue distance pour assurer le trafic le long du Fleuve Congo et empêcher que les embarcations soient arraisonnées par des « bandits armés ».

(RDC_15) AFP – 30/4

Le gouvernement et les parlementaires congolais sont préoccupés par la sécurité dans la Likouala (extrême nord), où 115.000 réfugiés venus de la RDC voisine se sont installés depuis fin octobre.

"Les populations de la Likouala sont apeurées. Certains réfugiés portent les armes", a affirmé la ministre de l'Action humanitaire, Emilienne Raoul, lors d'une réunion conjointe gouvernement-parlement sur la situation, jeudi à Brazzaville.

Le gouvernement "a déployé plus d'hommes (militaires) sur le terrain, particulièrement pour sécuriser l'Oubangui (fleuve qui sert de frontière naturelle entre les deux Congo)", a précisé le ministre de la Communication, Bienvenu Okiemy. "Il faut aujourd'hui mettre en place des couloirs et des zones de sécurité pour mieux localiser les réfugiés, éviter leur dispersion à travers tout le département de la Likouala et favoriser leur retour dans leur pays d'origine où ils retrouveraient de meilleures conditions d'existence", a poursuivi M. Okiemy. "L'idée de rapatrier au plus vite les réfugiés de la RDC est appuyée par les parlementaires de la Likouala", a indiqué un officiel ayant assisté à la réunion.

La Likouala est une région forestière difficile d'accès où, d'après les agences humanitaires, au moins 115.000 personnes venues de la province de l'Equateur (nord-ouest de la RDC) ont trouvé refuge.

(RDC_15_1) AFP – 1/5

Le Congo a enregistré ces dernières semaines l'arrivée dans la Likouala (extrême nord) de quelque 3.000 nouveaux ressortissants de la RDC voisine, a affirmé samedi une ministre, estimant à 120.000 le nombre total de réfugiés.

Cet afflux fait suite à des combats en mars à Mbandaka, capitale de la province de l'Equateur, dans le nord-ouest de la RDC, a-t-elle indiqué.

Les autorités congolaises estiment à 120.000 le nombre total de réfugiés qui ont commencé à gagner la Likouala depuis fin octobre, fuyant les affrontements entre les ethnies Enyélés et Bobas qui se disputent des terres agricoles et des étangs piscicoles.

Région forestière très enclavée, la Likouala fait partie des régions les moins peuplées du Congo avec 1 à 2 habitants par kilomètre carré, selon les estimations officielles.

"Les réfugiés sont presque deux fois plus nombreux que les populations locales. Leur situation nous préoccupe énormément", a dit Mme Raoul. "Parmi ces réfugiés, il y a ceux qui détiennent les armes. Ces informations ont été fournies par notre armée qui a déployé des éléments sur le terrain. Il faut absolument désarmer ces réfugiés et renforcer la diplomatie pour résoudre le problème", a-t-elle poursuivi.

4. Vie politique...

(RDC_16) Radio Okapi – 26/4

Le ministre de la Justice et des Droits humains, Luzolo Bambi, a procédé, samedi à Kinshasa, au lancement officiel de la Commission nationale chargée de finaliser tous les instruments d'intégration à l'Organisation pour l'harmonisation en Afrique du droit des affaires (OHADA). La création de la commission OHADA, selon le ministre Luzolo Bambi, traduit l'engagement du gouvernement à améliorer le climat des affaires en éradiquant les tracasseries liées notamment à l'octroi des autorisations d'investir en RDC.

Cette commission est placée sous la tutelle du ministre de la Justice. Elle a été créée le 23 mars 2010 par un décret du Premier ministre. La RDC devient, à cet effet, le 17^e pays à adhérer à l'OHADA.

(RDC_17) Radio Okapi – 28/4

Les récentes mesures gouvernementales pour améliorer le climat des affaires ne peuvent donner de fruit tant que le pouvoir central et la province continueront à percevoir les mêmes taxes. Les opérateurs économiques du Nord Kivu ont exprimé cette inquiétude mardi aux délégués du comité de pilotage pour l'amélioration du climat des affaires et des investissements. Ce comité se trouve actuellement en campagne de sensibilisation au Nord Kivu.

«Nous assistons à un combat entre la DGRNK (Ndlr : Direction générale des recettes du Nord Kivu) et la DGRAD (Direction générale des recettes administratives et domaniales) dans nos milieux de service. Quelle précaution prend-t-on à l'égard de celui qui a payé la taxe à la DGRAD

et qui est menacé par la DGRNK pour la même taxe ? Faudra-t-il payer encore ? Pourquoi faire ? C'est notamment c'est mon cas, je suis victime de la double taxation.» Le cri de cet opérateur économique traduit bien la situation qui prévaut actuellement dans ce secteur où la double taxation est devenue monnaie courante.

Selon certains opérateurs économiques, les agents de la DGRAD sont parfois accompagnés des inspecteurs de justice pour contraindre les opérateurs à payer leur taxe alors qu'ils ont rempli leur devoir à la DGRNK. A cela, il faut ajouter les tracasseries administratives.

Janvier Kiambo, expert à la cellule d'appui au comité de pilotage pour l'amélioration du climat des affaires et des investissements en RDC, reconnaît la situation. Il indique qu'un travail d'harmonisation doit se faire entre les deux régies des recettes: «Il y a effectivement des taxes qui portent sur la même affaire. On n'en a pas besoin. Je crois qu'un travail d'harmonisation doit se faire entre le pouvoir central et la province au sujet des taxes de manière qu'elles ne pèsent pas trop sur les opérateurs économiques.»

Pour rappel, le gouvernement congolais a pris des mesures pour faciliter la constitution des sociétés et l'exercice du commerce. Il s'agit notamment de la réduction du délai et des frais d'enregistrement au registre de commerce. Ces mesures visent à attirer plus d'investisseurs et à créer des emplois.

(RDC 18) Radio Okapi – 28/4

Le chef du gouvernement a répondu mercredi aux préoccupations soulevées, la semaine dernière, par les députés nationaux lors de la question orale avec débat, initiée par le député Jean Lucien Bussa. Adolphe Muzito estime que la situation sécuritaire, économique et financière économique du pays s'est beaucoup améliorée. L'initiateur de la question orale récuse les allégations du chef du gouvernement.

Tout en reconnaissant les poches d'insécurité qu'il qualifie de résiduelles, Adolphe Muzito a déclaré que la situation sécuritaire du pays était globalement bonne. Il a aussi indiqué que l'amélioration des relations avec les pays voisins a joué un rôle déterminant pour que la paix revienne au pays.

Par contre, le Premier ministre a évoqué la situation précaire des agents de l'Etat, tout en insistant sur l'uniformisation des zones salariales: «Notre pays n'est plus aujourd'hui en situation de guerre menaçant sa souveraineté. Néanmoins, il demeure un Etat post conflit et fragile. Aussi connaît-il quelques poches d'insécurité sur lesquelles les honorables députés attirent souvent et avec raison l'attention du gouvernement. Aussi, dans ma réponse à la question orale, ai-je moi-même relevé toutes ces zones d'insécurité »

Dans sa réplique aux réponses du chef de gouvernement, Jean Lucien Bussa, initiateur de la question orale, estime que le gouvernement a échoué sur tous les plans: « Que l'état des lieux que vous dressiez lors de la présentation de votre programme en 2008, procédait par la maîtrise par votre gouvernement des causes profondes de la déliquescence de l'Etat. La réalité de terrain qui transparaît du vécu quotidien du Congolais prouve à suffisance que ce qui est de significatif, c'est l'échec.» Il a ajouté que les membres du gouvernement s'enrichissaient sans cause avec à la tête Adolphe Muzito.

Jean Lucien Busa promet de déposer une motion de méfiance vis-à-vis du gouvernement. Mais la majorité n'a pas encore dit son dernier mot.

Lire aussi sous :

http://acpcongo.cd/index.php?option=com_content&task=view&id=8243&Itemid=56

(RDC_19) Radio Okapi – 30/4

La population congolaise dans son ensemble est d'avis que ses intérêts ne sont pas défendus par ceux qu'elle a élus. C'est ce qui ressort de la restitution, jeudi à Kinshasa, du monitoring sur l'impact du travail des parlementaires et députés provinciaux de la République Démocratique du Congo réalisé par la Voix des sans voix pour les droits de l'homme (VSV).

Au terme d'une enquête menée sur terrain, cette ONG fait le constat selon lequel l'électorat du pays dans son ensemble est déçu de la prestation de ses élus, aussi bien nationaux que provinciaux. Le fossé entre les élus et leurs électeurs s'est donc élargi, conclut cette enquête.

A en croire Rostin Manketa, assistant administratif de la VSV, les élus du peuple ne rendent pas régulièrement des comptes à leurs électeurs. Ce qui risque de mettre en péril la jeune démocratie congolaise, estime-t-il.

Justice, Droits de l'homme...

(RDC_20) Radio Okapi – 27/4

Six prévenus, tous des militaires des FARDC, ont comparu lundi devant le tribunal militaire garnison de Ngaliema dans un procès de flagrante organisé en plein air devant la maternité de la commune de Kintambo. Ils sont poursuivis pour assassinat de l'homme d'affaires Jacques Kazadi, dit Jacques « Business », vendredi dernier dans la commune de Kintambo à Kinshasa.

Lorsqu'ils ont été arrêtés, dimanche, les présumés assassins détenaient les objets appartenant à la victime, notamment sa montre-bracelet de marque Cartier et douze téléphones portables neufs. Les prévenus auraient utilisé deux armes AK pour tuer Jacques Business, selon le ministère public.

L'audience de lundi n'a analysé que l'infraction d'abandon de poste mise à la charge de deux accusés, les sergents Bamba et Mambo de la base logistique centrale des Forces armées de la RDC, (FARDC). Ils ont reconnu les charges portées contre eux. Trois des six militaires prévenus travaillent à l'état-major général des FARDC, deux à la base logistique centrale et le dernier à la haute cour militaire (la plus haute juridiction militaire en droit congolais).

L'audience de lundi a été suspendue en début de soirée à cause des conditions de sécurité jugée moins favorables par les juges. Elle a été renvoyée à mardi matin sur le même site.

Pour rappel, Jacques Business a été attaqué à bord de sa Jeep à Kintambo, le vendredi 23 avril, au croisement des avenues Bangala et Kivu de la commune de Kintambo par des assaillants. Ces assassins lui ont logé au moins quatre balles dans le corps.

(RDC_21) Radio Okapi – 27/4

Dans une pétition déposée mardi à l'Assemblée Nationale et au Sénat, 224 organisations de la société civile accusent le ministre de la Justice de vouloir s'immiscer dans les affaires judiciaires. Elles invitent les parlementaires à rejeter ce projet de loi. Le document de dix-sept pages remis au Parlement congolais contient plusieurs griefs contre le projet de loi du gouvernement visant la modification de la loi organique n° 06/020 du 10 octobre 2006 portant statut des magistrats.

La société civile reproche au gouvernement de n'avoir pas associé les magistrats dans l'élaboration de ce projet de loi. Pourtant, ils sont concernés au premier, peut-on lire dans le document. La pétition revient aussi sur les points qui fâchent les magistrats dans le projet de loi du gouvernement.

En effet, ce projet stipule notamment que :

- * le magistrat soit d'office suspendu et privé de son salaire dès le déclenchement d'une procédure de prise à partie à sa charge ;
- * le magistrat soit d'office révoqué si la prise à partie aboutit à une condamnation ;
- * le magistrat soit d'office révoqué si des poursuites pénales à sa charge aboutissent à une condamnation à une peine d'emprisonnement, quel qu'en soit le taux ;
- * tous les magistrats du ministère public soient placés sous l'autorité du ministre de la Justice et soumis à ses injonctions.

Les magistrats estiment que la mesure de suspension automatique des fonctions avec privation de traitement salarial correspond à une sanction anticipée. D'après eux, cette proposition contrevient gravement au principe de la présomption d'innocence, et aux garanties du procès équitable. Par ailleurs, ils estiment que le projet institue le principe général d'ingérence du pouvoir exécutif dans les dossiers judiciaires. Des arguments repoussés, fin mars, par le ministre de la justice, Luzolo Bambi.

« Ce serait un recul regrettable pour notre pays en ce qui concerne la démocratie si le Parlement adopte ce projet de loi », a déclaré mardi à Radio Okapi Me Christian Bulambo, l'un des signataires de la pétition. D'après lui, le ministre de la Justice peut encore établir le dialogue avec les organisations professionnelles des magistrats notamment le syndicat national autonome des magistrats du Congo (SYNAMAC) et l'Intersyndicale des magistrats.

(RDC_22) AFP – 27/4

Des avocats de la République centrafricaine ont demandé mardi aux juges de la Cour pénale internationale (CPI) de ne pas renoncer au procès de l'ancien vice-président de la RDC Jean-Pierre Bemba, comme l'a requis la défense de l'accusé. "Je pense que c'est parce que notre humanité aujourd'hui n'est pas en mesure de supporter l'impunité de tels actes que la CPI a été instituée", a déclaré l'avocat de la Centrafrique, Emile Bizon.

Me Bizon a rappelé que la République centrafricaine, qui avait soumis en 2005 l'affaire à la CPI, n'avait pas la capacité matérielle de juger elle-même M. Bemba, 47 ans, accusé de crimes de guerre et crimes contre l'humanité en Centrafrique. M.Bemba est selon l'accusation responsable de meurtres, viols et pillages commis entre octobre 2002 et mars 2003 par les hommes de sa milice, le Mouvement de Libération du Congo (MLC), envoyés en Centrafrique pour appuyer le régime du président Ange-Félix Patassé.

"On ne peut plus nous poursuivre", a affirmé Nkwebe Liriss, l'avocat de M. Bemba, soutenant que son client avait bénéficié d'un non-lieu en Centrafrique et qu'il ne peut donc pas être à nouveau poursuivi pour les mêmes faits.

Me Bizon a accusé la défense d'utiliser une stratégie "dilatoire" en affirmant que les enquêtes menées en Centrafrique à l'encontre de M. Bemba n'avaient pas abouti à un procès. "Les victimes souhaitent que le procès se déroule devant la CPI", a expliqué l'avocate des victimes, Paolina Massidda. Elle a avancé "une crainte de sécurité (...) due à la proximité du territoire centrafricain avec la RDC, où des milices du MLC se trouvent encore et agissent encore", si le procès de M. Bemba avait lieu en Centrafrique.

Lire aussi sous :

<http://af.reuters.com/article/drcNews/idAFLDE63Q0D720100427>

(RDC_23) AFP – 28/4

L'envoyée spéciale de l'ONU pour les violences faites aux femmes et aux enfants dans les conflits, Margot Wallström, a qualifié mardi la RDC de "capitale mondiale du viol" et appelé le Conseil de sécurité à agir pour mettre un terme à ces violences.

"Si les femmes continuent de subir des violences sexuelles, ce n'est pas parce que la loi n'est pas en mesure de les protéger, mais parce qu'elle est insuffisamment appliquée", a-t-elle dit devant les 15 membres du Conseil de sécurité. "Les femmes n'ont pas de droits si ceux qui violent leurs droits demeurent impunis", a-t-elle ajouté, alors qu'elle rendait compte aux membres du Conseil de sécurité de sa récente visite en RDC.

La RDC est "la capitale mondiale du viol", a-t-elle déclaré. "Les femmes n'y sont toujours pas en sécurité, sous leurs propres toits, dans leurs propres lits, lorsque la nuit vient".

Le Haut commissariat de l'ONU pour les réfugiés (HCR) a indiqué la semaine dernière qu'au premier trimestre, 1.244 femmes avaient rapporté à l'ONU avoir été violées, soit "près de 14 viols par jour en moyenne" et à peu près autant que pendant la même période en 2009. Plus d'un tiers des viols enregistrés ont eu lieu dans les provinces du Nord-Kivu et du Sud-Kivu, dans l'est de la RDC, où les violences ont fait 1,4 million de déplacés dont 100.000 vivent dans des camps gérés par le HCR. Depuis 1996, 200.000 cas de violences sexuelles ont été dénombrés officiellement, selon l'organisation.

Margot Wallström, figure du parti social-démocrate suédois qui a passé 10 ans à la Commission de Bruxelles, a expliqué lors de l'annonce de sa nomination en tant qu'envoyée spéciale de l'ONU fin janvier qu'elle voulait agir pour que ces violences faites aux femmes soient bel et bien reconnues comme des crimes de guerre.

5. Économie, Finances...

(RDC_24) Reuters – 26/4

Copper and cobalt production from Democratic Republic of Congo will more than double over the next two years, signalling a surge in revenues, according to a government forecast obtained by Reuters on Monday. The projected rise in output, the bulk of which is expected to come from Freeport-MacMoRan's Tenke Fungurume mine, could pad coffers in the vast central African state where the two minerals already represent about 75 percent of exports.

Copper production will rise to 851,608 tonnes in 2012 from an estimated 409,935 tonnes this year, while cobalt output will hit 91,355 tonnes from 39,327 tonnes over the same period, according to the forecast.

The outlook was prepared by the mines ministry following government consultations with mining executives earlier this year and was provided to Reuters by a member of the commission which drafted it, who requested anonymity. The bullish forecast comes as Freeport executives anticipate an agreement soon with Congo's government over a lingering contract review that has so far held up expansion of the giant Tenke Fungurume mine.

Freeport holds a 57.75 percent share in the project. The remaining interests are held by Canada's Lundin Mining Corp, with 24.75 percent, and state-owned Gecamines with 17.5 percent.

Kinshasa launched its review of all foreign mining contracts in 2007 in an effort to boost revenue from the country's once-lucrative mining sector, casting doubt on the viability of huge projects held by the miners.

The document, which also details gold, diamond, zinc and other minerals output to 2015, predicts government revenues from the mining industry will rise to 79 billion Congolese francs (\$88 million) this year, triple 2009 intake. "Regarding revenue, we expect to achieve more despite the recession that hit western economies, thanks to growth in emerging (consumer) countries such as China and India," according to the document.

The document acknowledges that "the Congolese mining sector is riddled with fraud and smuggling" and suggests a series of measures to improve its financial, social and environmental performance, including setting up government-run trading centres and enhancing traceability. Illegal mining operations have for years funnelled cash into the country's myriad rebel groups, which remain entrenched despite years of joint U.N.-Congolese military operations.

The country is also on track to require cleansing of raw diamonds before export by mid-June in an effort to boost the value of its diamond exports. Congo is the world's No. 2 diamond supplier by volume.

(RDC_25) Radio Okapi – 28/4

Une délégation d'investisseurs italiens est arrivée mardi à Bunia, au Nord-Kivu. Objectif : étudier les possibilités d'ouvrir des comptoirs d'achat de matières premières comme l'or, le diamant et le cobalt.

Le commissaire du district de l'Ituri en charge de l'économie et des finances souhaite voir cette prospection s'étendre jusque dans les zones minières de Mungwalu et de Mambasa, ainsi que dans les entités frontalières de l'Ouganda et du Soudan.

6. Conditions sociales, grèves...

(RDC_26) AFP – 26/4

Les chauffeurs de taxis à Kinshasa, la capitale de la RDC, ont entamé lundi une grève pour protester contre les "nombreuses tracasseries" policières dont ils se disent victimes, perturbant la circulation, a constaté une journaliste de l'AFP.

Selon Henri Lisumbi, conseiller au comité provincial de l'Association des chauffeurs du Congo (ACCO), qui regroupe plus de 5.000 conducteurs de taxi-bus, des chauffeurs voient leurs véhicules consignés "sans raison apparente". "Il n'y a pas de panneaux de signalisation à Kinshasa. Quand on stationne, on est arrêté pour mauvais stationnement. On doit payer des amendes qui atteignent parfois 200 dollars" (USD), a-t-il expliqué.

La circulation a été perturbée dans la capitale de 8 à 10 millions d'habitants où pour se déplacer des milliers de personnes utilisent chaque jour les taxis, souvent hors d'usage, en l'absence de transports publics. Tôt dans la matinée, sur quelques grandes artères, des chauffeurs ont érigé des barrières et

brûlé des pneus pour empêcher leurs collègues non-grévistes de circuler. "Quelques échauffourées ont eu lieu entre chauffeurs et forces de l'ordre qui tentaient de les disperser, mais il n'y a eu aucun dégât", a assuré l'inspecteur provincial de la police, le général Jean Dieudonné Oleko.

Il y a deux mois, les autorités provinciales ont lancé une opération de contrôle des véhicules et de recouvrement forcé de différentes taxes.

7. Relations extérieures

(RDC_27) Belga – 29/4

Une dizaine de députés congolais ont remis jeudi au Parlement belge une pétition pour demander à la Belgique d'accueillir sur son territoire l'ancien vice-président et opposant Jean-Pierre Bemba, actuellement détenu par la Cour pénale internationale (CPI), s'il bénéficiait d'une mise en liberté provisoire, a constaté l'agence BELGA.

"Nous sommes venus apporter la pétition signée par 121 parlementaires congolais de toutes les tendances", a affirmé l'initiateur de cette pétition, le député national Clément Kanku Bukasa, coordonnateur de l'Union pour la Nation (UN, une plate-forme de l'opposition créée par M. Bemba), à quelques journalistes à l'issue d'un entretien avec plusieurs députés belges, dont François-Xavier de Donnea (MR). "Nous espérons que la Belgique va coopérer avec la CPI, qu'elle ne crée pas des difficultés inutiles (pour accueillir M. Bemba, NDLR) avant la visite du roi" Albert II, prévue en juin, a ajouté M. Kanku, qui est président du Mouvement pour le Renouveau, l'un des partis affiliés à l'Union pour la Nation.

(RDC_28) Belga – 30/4

Une délégation de députés congolais d'opposition ont remis vendredi au ministère des Affaires étrangères une pétition pour demander à la Belgique d'accueillir sur son territoire l'ancien vice-président et opposant Jean-Pierre Bemba, détenu par la Cour pénale internationale (CPI), s'il bénéficiait d'une mise en liberté provisoire, a indiqué un porte-parole du département.

"Ils ont été reçus par des membres du service Afrique", a affirmé le porte-parole du Service public fédéral (SPF) Affaires étrangères, Bart Ouvry. "Ils ont également donné leur vision sur la situation en RDC", a-t-il ajouté.